

Euro : la crise sans fin ?

Christophe Ramaux (Université Paris I), article paru dans *Politis*, n°1235, 10 janvier 2013

Les déséquilibres commerciaux sont un véritable problème. Mais d'où viennent-ils ? Les libéraux (avec la thèse de l'*International Risk Sharing*) promettaient, avec l'euro, la convergence : un pays déficitaire devant recevoir des flux financiers des pays excédentaires, ces flux devaient assurer surcroît d'investissements et donc rattrapage de compétitivité. C'est l'inverse qui s'est produit. Il y a eu creusement des déséquilibres, avec excédents croissants en Allemagne, Pays-Bas ou Autriche, et déficits en Grèce, Portugal, Espagne ou France. L'euro est manifestement sous-évalué pour les premiers, surévalué pour les seconds¹.

Une monnaie unique interdit de résorber les déséquilibres par l'ajustement des parités. Que faire sachant qu'un pays en déficit (excédent) commercial doit nécessairement recevoir (offrir) des flux financiers des (aux) pays excédentaires (déficitaires) pour équilibrer sa balance des paiements ?

La solution fédéraliste dite « de gauche » soutient l'idée de transferts généralisés. Mais cette solution n'est pas viable : on ne peut avoir en Europe les transferts existant entre l'Ile-de-France et la Creuse. Les peuples du Sud n'accepteront pas d'être au chômage avec des allocations financés par des travailleurs allemands, lesquels n'accepteront pas plus cette situation.

Pour réduire les déficits, les néolibéraux préconisent le choc de compétitivité. La France, avec la *désinflation compétitive*, l'a fait dans les années 1980, d'où ses excédents dans les années 1990. L'Allemagne, en déficit à la fin des années 1990, a rendu la monnaie de la pièce dans les années 2000, *via* une austérité encore plus grande (il faut toujours aller plus loin) combinée à l'utilisation des pays de l'Est comme atelier de sous-traitance. Elle a des excédents commerciaux (plus 5 % de son PIB depuis 2004) supérieurs à ceux de la Chine² ! La solution libérale, celle de la guerre commerciale permanente, est économiquement stupide : tous les pays européens ne peuvent être en excédent entre eux et l'Europe ne peut avoir pour ambition de prendre des emplois au reste du monde. L'austérité généralisée est déjà appliqué en Grèce, au Portugal et en Espagne. Le résultat est accablant : la récession se transforme en dépression, le chômage explose, la chute de la consommation entraîne celle de l'investissement, ce qui compromet la compétitivité à long terme de ces pays. P. Artus, pourtant traditionnellement favorable au choc d'offre, le reconnaît : dans ces pays, « il y a perte de substance économique, et la baisse des salaires réels est très contreproductive »³. Ces pays réduisent certes leur déficit. Mais pas ou peu par les exportations : par la baisse des importations suite à l'effondrement de leur demande. Le malade guérit, mais en mourant⁴.

En maintenant l'euro, une alternative existe. L'Europe ne souffre pas d'un problème d'offre, mais de demande. La sous utilisation des capacités de production en témoigne (21 % dans l'industrie en France en octobre 2012, contre 12,7 % en 2007). Il conviendrait donc d'engager une hausse générale des salaires et des dépenses sociales, mais plus soutenue dans les pays avec excédents afin de réduire ceux-ci par le haut. Sinon, c'est l'existence de l'euro qui sera remise en cause.

¹ La zone euro prise est en équilibre à l'égard du reste du monde, mais il y a néanmoins problème puisque les pays du Sud enregistrent des déficits aussi à ce niveau.

² De 10 % au milieu des années 2000, les excédents chinois sont passés – suite aux hausses de salaire – à moins de 5 % depuis 2009 (2 % attendu en 2012).

³ *Flash économie*, n°756, 5 novembre 2012.

⁴ Voir H. Sterdyniak, « La politique économique est un sport de combat », *Economistes atterrés*, novembre 2012.